grâce à un travail de propagande fait avec intelligence depuis douze mois, son objet est mieux compris et le gouvernement n'a pas cru devoir lui refuser un commencement d'exécution. Espérons que plus nous irons, plus les députés se feront un point d'honneur d'entrer dans les vues des auteurs qui ont signé cette demande et dont en passant voici les noms : Henry H. Miles, l'abbé Laverdière, l'abbé Casgrain, le Dr. Larue, Louis P. Turcotte, Charles Alleyne, W. J. Anderson, W. Marsden, le lieutenant Ashe, J. M. LeMoine, J. Crémazie, J. G. Hamel, P. Légaré, l'évêque anglican de Québec, J. W. Dawson, John Cook, J. H. Nicolls, J. H. Graham, C. Smallwood, W. T. Leach, A. de Sola, I. D. King, Ellen Ross, John Douglas Borthwick, Rosanna, E. Leprohon, W. H. Hicks, L. A. Hugué-Latour, Henry Mott, A. Sandham, John Lovell, E. A. Meredith, John Langton, Benjamin Sulte, Henry J. Morgan, B. Chamberlin, J. C. Taché, C. Sangster, Stanislas Drapeau, R. S. M. Bouchette, W. F. Coffin, Alpheus Todd, A. Gérin-Lajoie, Fenning Taylor.

M. Miles, le premier signataire de la requête, me paraît avoir été l'âme de ce mouvement. En tous cas, il lui en revient une grande part de mérite.

Le gouvernement constitutionnel, que l'on serait mal avisé de traiter en artiste, n'est sensible qu'à la portée pratique ou utilitaire d'une proposition. C'est par-là qu'il a été attaqué et qu'il a dû se rendre. Je m'explique : Tels que sont les édifices d'Ottawa, il y a juste assez d'espace pour les deux Chambres et la bibliothèque dans un, et pour les ministères dans les deux autres. Il est évident qu'avant peu d'années il faudra un quatrième édifice pour loger les archives de l'administration ; de fait, ce bâtiment devrait être déjà élevé et mis à la disposition des divers bureaux publics qui, dans leurs migrations à la suite des Chambres depuis un demi-siècle ont semé des caisses d'archives sur plusieurs points du pays. Depuis leur installation à Ottawa, en 1865, ces bureaux ont agi comme les jeunes ménages qui se contentent de se procurer les accessoires indispensables, en attendant mieux. A défaut d'un local approprié, ils ont dû n'apporter avec eux que le strict nécessaire, les dossiers des affaires pendantes ; tout le reste est dispersé çà et là, à Québec, à Montréal à Kingston, à Toronto, ailleurs peut-être et en danger de périr par le feu. Point de recherches possibles sans une grande dépense d'argent et de temps. Les documents sont partout et ne se trouvent nulle part. Pour sortir de cette position aussi absurde qu'incommode, le gouvernement, quel qu'il soit, devra construire un dépôt central où tout sera réuni, classifié, co-ordonné, rendu trouvable, enfin. Parvenu à cette décision qu'il ne peut éviter, il ne doit pas lui en coûter par trop d'englober dans l'entreprise la création d'un bureau d'archives historiques, comme en possèdent tous les pays un peu soucieux de leur renommée. Il est bien temps que le Canada s'occupe d'une œuvre qui le touche de si près, car déjà, depuis quinze ans, une petite province, la Nouvelle-Ecosse, nous a devancé et montre avec orgueil le résultat de ses travaux en ce genre, travaux que j'ai eu l'honneur de signaler aux lecteurs de la *Revue Canadienne* il y a quelques années.